

## Comptes rendus d'ouvrages

Peter HAGGETT, *L'analyse spatiale en géographie humaine* (traduction de Hubert FRECHOU), A. Colin, Collection U, Paris, 1973, 390 p.

Huit ans après la première édition de cet ouvrage en anglais (1), voici une traduction en langue française de la quatrième édition (datant de 1968). La préface de Philippe Pinchemel, directeur de la collection U, insiste sur les qualités de ce « premier manuel de (la) nouvelle géographie », celle des modèles et des mathématiques. Il relève le souci de continuité avec la pensée géographique des cent dernières années et la démonstration que la pensée géographique ne doit jamais être placée au second plan derrière les techniques mathématiques. A côté de la géographie de l'homme-habitant, étudiant les populations, leurs structures sociales, leur genre de vie, il existe une géographie « qui considère davantage l'espace habité par les hommes ». C'est celle-ci qui analyse les localisations, les paysages, l'organisation de l'espace et qui s'est rénovée par l'apport des techniques quantitatives.

L'ouvrage de P. Haggett présente en introduction les conceptions de la géographie face à la théorie générale des systèmes et face aux modèles. La première partie traite des modèles de structure des localisations (mouvements, réseaux, nœuds, hiérarchies, surfaces). La seconde aborde les méthodes proprement dites (collecte des données chiffrées, description par la carte et par les indices statistiques, définition des régions, vérification des hypothèses par tests statistiques et par analogies).

Une bibliographie de plus de 450 références datant de la première édition anglaise de l'ouvrage est accompagnée d'un complément de près de 300 titres, principalement en langue française et classés judicieusement, de façon critique, par thèmes. Un index permet le repérage des auteurs et des principales notions développées dans le livre.

Cette publication en langue française élargira le champ des lecteurs possibles du « manuel » de P. Haggett. Puisse-t-elle encourager des études nouvelles pour améliorer le service que les techniques mathématiques peuvent rendre à la géographie, pourvu qu'elles ne deviennent pas un domaine formel de recherche ou qu'on ne les considère pas comme le seul outil valable en raison de leur apparente et sécurisante précision.

Ch. CHRISTIANS

---

(1) *Locational Analysis in Human geography*, Edward Arnold Ltd, London, 1965, 339 p.

W. SZAFAER et autres, *Protection of man's natural environment*, Polish Academy of Sciences, Committee on the protection of nature and natural resources. Nature protection Research Centre. P.W.N., Polish Scientific Publishers, Warszawa (Varsovie), 1973, 663 pages.

Cet ouvrage collectif, auquel ont collaboré une trentaine d'auteurs, est dû à l'initiative de feu le Professeur Wladislaw Szafer, éminent expert polonais dans les problèmes de la conservation de la nature, botaniste, ancien président de la Commission des Parcs naturels de l'Union internationale pour la Conservation de la Nature et des Ressources naturelles et membre honoraire de l'Union. Après son décès en 1970, son entreprise fut menée à terme et nous est livrée en six gros chapitres traitant successivement de la conservation de la nature comme base pour la préservation de l'environnement naturel de l'homme, de la protection des ressources de la nature vivante et des aspects physiques, de la conservation de la nature comme base pour l'activité économique de l'homme, de la protection de l'air, de l'eau et du sol, de la protection de l'environnement naturel de l'homme en tant que condition pour la régénération de sa santé, enfin des parcs nationaux, réserves naturelles, sites naturels et monuments.

Relevons notamment la contribution de W. Szafer lui-même sur l'« Histoire de la conservation de la nature dans le monde et en Pologne ». Il y donne un bon panorama de l'action entreprise, qui fut cristallisée, à l'origine, par la notion de « monuments naturels » introduite, au XIX<sup>e</sup> siècle, par le grand géographe et voyageur que fut Alexander von Humboldt. Le professeur S. Leszczycki, actuellement président du Comité national polonais de géographie et ancien président de l'Union géographique internationale, attire l'attention sur les nouvelles perspectives qu'ouvrent les préoccupations de la protection des ressources naturelles en tant que matières premières économiques et le retentissement des activités humaines productives sur l'environnement géographique. W. Goetel étudie d'autres aspects du même problème. Signalons encore les présentations des législations de protection, celles des problèmes d'éducation, l'étude de la protection des paysages dans la perspective de la récréation, des analyses intéressantes sur les plans de l'écologie, de la botanique, de la zoologie, des nuisances et des zones protégées.

Les différentes contributions font le point de la situation en Pologne et la replacent souvent dans une perspective internationale. L'intervention des chercheurs polonais veut se faire connaître de manière à favoriser ainsi une bonne compréhension et une coopération de plus en plus large, en raison de l'interpénétration des problèmes et des solutions non seulement au niveau local ou régional, mais de plus en plus à l'échelle internationale et mondiale.

De nombreuses cartes et photographies, des index des noms d'auteurs, des noms de plantes et des noms d'animaux, ajoutent encore à l'intérêt de l'ouvrage.

Ch. CHRISTIANS

---

Marian NOISZEWSKI, *Géographie de l'enlaidissement de l'Ardenne par la construction et l'architecture indiscrètes* (avec une postface du professeur Jean FRANCOIS). Collection des publications de la Faculté des Sciences Appliquées de l'Université de Liège, 33-1972, 99 pp., format 21 × 29 cm (y compris 6 planches de croquis, 10 planches de photographies, 32 cartes) (1).

La publication de Marian Noiszewski analyse la « pollution esthétique de l'environnement ». Elle s'inscrit en complément de la série des études sur l'intégration des constructions aux sites menées, depuis une trentaine d'années, par le professeur Jean François, titulaire, — aujourd'hui émérite — de la chaire d'Architecture civile de l'Université de Liège (2).

Collaborateur du professeur J. François, l'auteur réalise un des souhaits tenaces de celui-ci : une analyse géographique et un constat cartographique minutieux des dysharmonies que créent les constructions dans le paysage rural de l'Ardenne. La région est entendue au sens large : c'est pratiquement toute la zone située au S.E. de la Meuse qu'a parcourue, de 1969 à 1971, M. Noiszewski (sauf la région au N. de Spa et la Lorraine au S. d'Arlon). Vingt-huit mille km d'enquête ont vraiment donné à l'auteur une connaissance intime de tout cet espace.

Pour juger des résidences secondaires tout autant que des constructions autochtones, l'étude se fonde sur le repérage d'une vingtaine de critères de non-intégration aux sites ardennais, mis en évidence par le professeur J. François; ils portent sur les volumes des bâtiments, la composition et les matériaux, les couleurs, les travaux accessoires, la présence de chalets et autres habitations de vacances (caravanes « résidentielles » et autres).

Ingénieur-architecte, mais également peintre-paysager, le professeur J. François estime que l'architecture se doit d'inciter à la modestie et non à l'affirmation vis-à-vis des paysages. Tout en étant conscient de la subjectivité du jugement esthétique, il dénonce, comme l'écrit l'auteur, « tout ce qui altère la simplicité, la tranquillité et la dignité des constructions, tout ce qui accroît la visibilité de certaines d'entre-elles, tout ce qui affaiblit leurs transitions visuelles à l'environnement ». A ce titre, il refuse notamment les volumes inutilement compliqués ou trop élancés, les saillies inutiles, les toits superposés ou dépassants, l'hétérogénéité purement « formelle » des faces d'un bâtiment, les effets décoratifs gratuits, les toits clairs ou trop brillants, les couleurs trop dures relativement à l'entourage et l'absence de mimétisme des constructions de vacances. Six pages de croquis dus à la plume du professeur J. François et huit pages de photographies illustrent ces normes.

L'auteur a retenu spécialement les déficiences énoncées plus haut, « qui influencent l'aspect général des paysages par leurs effets éloignés et globaux plutôt que rapprochés et de détail ». Il en a réalisé une cartographie soignée à

(1) Rédaction et Administration de la Collection : Prof. L. LELOUP, 75, rue du Val Benoît (Institut de Mécanique), B-4000 Liège.

(2) Citons entre autres publications de J. FRANCOIS : *Paysage et Architecture. Essai de définition des normes applicables au milieu rural Condroz-Ardenne*, Cahiers d'Urbanisme, 40/41-1962 (2<sup>e</sup> édition : 1966). — *Contribution à l'étude du plan de secteur « Hautes Fagnes-Eifel »*. Protection esthétique du secteur « Eifel ». Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, 1968.

l'échelle de 1/40.000 (en 101 planchettes de 80 km<sup>2</sup>) en distinguant : — les constructions négatives et groupes de constructions négatives, continues ou non (en isolant celles paraissant antérieures à 1940-45), ensuite, les constructions moins perturbatrices; — les chalets (ou constructions élémentaires) négatifs, les chalets moins perturbateurs, les chalets admissibles, soit isolés soit en groupe; — les caravanes « résidentielles », c'est-à-dire installées à demeure ou en dehors des périodes d'utilisation, avec ou sans constructions accessoires, classables respectivement dans les trois catégories précédentes, soit isolées soit en groupe; — les toits clairs ou groupe de toits clairs relativement récents, ensuite ceux patinés par le temps ou rouillés (avec, respectivement, l'indication du nombre de toits dans les villages et hameaux). L'étude retient également les terrains de camping avec caravanes laissées à demeure, en identifiant ceux qui comptent des chalets en sus. Les « résidences secondaires », au sens général du terme, se retrouvent donc sous la rubrique « chalets », « caravanes résidentielles », mais aussi, pour les bâtiments les plus importants, en dur, sous la rubrique « constructions ».

La cartographie n'a pas été réalisée pour les aires agglomérées de caractère urbain, sauf pour les centres touristiques dont la notoriété est admise. De manière à inviter à suivre les bons exemples, les constructions modernes de valeur ont été figurées.

Vingt planchettes, à l'échelle de 1/40.000 et en noir et blanc, sont présentées en exemple (3). De bonne facture, elles sont une source de renseignements irremplaçable; elles permettent de faire des corrélations géographiques de détail entre dégradations esthétiques, utilisation du sol et topographie. L'étude publiée ne comporte pas de telles analyses fines. Elle se livre au contraire à des synthèses régionales percutantes et incisives.

Ainsi, l'auteur présente quatre cartes d'ensemble à l'échelle de 1/400.000 donnant les zones perturbées par les déficiences majeures : bâtiments d'aspect très indiscret, chalets non intégrés et caravanes laissées à demeure (ou objets similaires), toits clairs ou brillants relativement récents. Il les met en parallèle avec deux cartes de base, celle des zones boisées et celle des « zones sensibles » à protéger, inventoriées par l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire (inventaire qui a déjà tenu compte des dégradations irrémédiables).

Les enseignements et conclusions que tire l'auteur après cette présentation sont pessimistes.

En ce qui concerne les toits clairs, il constate qu'« un quart de siècle n'a pas suffi pour corriger cela », depuis les premières observations du professeur J. François en 1947. Et il le prouve en dix pages de tableaux statistiques dressés par village. *Ainsi, les toits clairs récents, généralement en ondulé, représentent environ 74 % de tous les toits récents en ondulé (asbeste-ciment ou tôle). Ils affectent pratiquement toutes les régions.*

En ce qui concerne les bâtiments en dur les plus agressifs, les effets combinés de l'occupation permanente et de la seconde résidence se rejoignent sous l'influence des axes de communication; la densité est maximale dans la région de Liège à Spa et en Lorraine; elle reste considérable dans les sillons de l'Amblève et surtout

---

(3) L'ensemble des planchettes peut être consulté à la chaire d'Architecture civile de l'Université de Liège.

de l'Ourthe et de la Meuse. Pour les chalets et caravanes résidentielles, les concentrations les plus dénaturantes se retrouvent dans les grandes vallées citées ci-dessus, dans la vallée de la Semois et, secondairement, dans la plupart des sillons de leurs affluents. « *Il est lamentable que ces vallées qui, pour le grand public et le Guide Michelin, symbolisent l'attrait esthétique de l'Ardenne, soient devenues des lieux géométriques de la laideur* ».

La situation est telle que *l'auteur propose de sacrifier ces vallées*, en continuant à laisser s'y développer des « abcès de fixation », sortes de « parcs » résidentiels ou de « foires touristiques » : tel est le sort qu'il réserve à des grandes parties de la vallée de l'Ourthe à l'aval de La Roche, à celle de l'Amblève à l'aval de Nonceveux, à celle de la Meuse de Givet à Namur (sauf le tronçon Anseremme-Waulsort), à celle de la Semois de Bohan à Bouillon et Herbeumont.

A l'inverse, les zones les moins affectées par les chalets et caravanes mériteraient d'être spécialement défendues (le Condroz, les plateaux ardennais entre Aisne et Liègne, entre Liègne et Salm et à l'E. de la ligne Houffalize-Baraque Fraiture-Salmchâteau-Salm, l'Ardenne centrale de Bastogne et de Neufchâteau comprise entre les grands massifs forestiers).

En ce qui concerne l'harmonie et la beauté intrinsèque des villages, l'auteur constate que ses jugements seraient bien trop favorables si l'on se contentait des seules vues lointaines, car il faut déchanter lorsqu'on entre dans l'agglomération. Polychromie abusive, mauvais goût pour la mise en œuvre des matériaux, publicité s'aggravent constamment. Les « transformations », échappant à la procédure du permis de bâtir, n'arrangent rien.

En postface, le professeur J. François exprime « son sentiment sur les causes probables de cette situation, à savoir les causes « administratives », les autres étant évidentes ». Il se défend d'être un « passéiste », car il estime que l'on peut concilier l'« exploitation » des paysages existants et le maintien de leur harmonie. Les lois d'aménagement du territoire du 29 mars 1962 et de 1970 prévoient, d'ailleurs, « de conserver intactes les beautés naturelles du pays », mais leur application, par le biais des zonages et des réglementations de la construction, reste fort indigente. Car, avec l'évolution actuelle, les zones *non aedificandi* absolu seront limitées à des lieux restreints particulièrement sensibles; il faudra donc agir sur l'aspect des bâtisses.

Le professeur J. François passe en revue « les causes de l'échec de l'Administration de l'Urbanisme » : « — 1. le défaut de collaboration des communes, voire des provinces, — 2. la collaboration insuffisante du Ministère public et du pouvoir judiciaire, — 3. le défaut d'un corps d'inspecteurs, — 4. des lacunes de la loi, notamment en matière de chalets et caravanes prétendues « mobiles », — 5. une certaine passivité, un manque d'esprit inventif et même de conviction de l'Administration, — 6. le défaut de compétence d'une partie du personnel moyen, — 7. une certaine pusillanimité et un complexe d'infériorité de l'Administration, sa carence en matière d'éducation. »

Le professeur J. François donne, pour terminer, quelques exemples d'intégration réussie et en appelle à l'éducation du public pour surmonter la crise.

Au total, c'est un réquisitoire sévère et un constat dur, qui doit faire réfléchir les responsables, qui doit décider à une intervention enfin efficace, qui localise

les malheurs paysagers et qui indique, sans hésitation, les lieux où il faut agir. Remercions-en l'auteur et le professeur J. François qui fut l'initiateur de ce travail excellent, mené avec vigueur et maîtrise.

Ch. CHRISTIANS

---

Léon de SAINT MOULIN S.J., *La construction et la propriété des maisons, expressions des structures sociales. Seraing depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle*. Pro Civitate, Collection Histoire, Série in-8°, n° 21, 1969, 306 p. (y compris 25 cartes et graphiques et 41 tableaux statistiques) + LXXV p. + 30 p. de photographies h.-t. et 1 carte h.-t.

Le livre du R.P. de Saint Moulin s'est donné pour but d'apporter une contribution à « l'étude des transformations sociales qui ont accompagné le développement industriel ». Pour ce faire, il *se base sur l'habitat comme expression des structures sociales*. L'auteur a « voulu préciser une série de données essentielles par un exemple déterminé », celui de la plus importante commune industrielle de l'agglomération liégeoise : Seraing-sur-Meuse. Ainsi, de 1830 à 1961 — depuis l'indépendance de la Belgique jusqu'à nos jours — il analyse, de façon systématique et approfondie, l'évolution du nombre et de la qualité des maisons, celle de la profession des constructeurs et des propriétaires et, enfin, l'évolution de l'architecture des maisons et du paysage dans les différents quartiers; il confronte tout cela aux mouvements démographiques et économiques.

Historien, l'auteur se penche donc sur des objets d'étude du géographe; la période envisagée et l'analyse de la situation « actuelle » — 1961 était la dernière date disponible lors de ses recherches — introduisent également son livre dans le champ d'intérêt de la géographie. A partir des faits, l'éclairage est celui de l'histoire sociale; il insiste, à propos du logement, sur l'influence des strates de la société, sur la transformation des mentalités, sur la distribution des richesses, sur le rôle des pouvoirs publics.

Préalablement, l'auteur fait une bonne critique de son document de base : le cadastre. Il passe en revue, à propos de Seraing, les conditions générales d'établissement du cadastre primitif et sa tenue à jour jusqu'aujourd'hui, y compris un aperçu sur les fonctionnaires du cadastre à Seraing; les états de mutations n° 223 sont spécialement analysés, puisqu'ils permettent de suivre, année par année, les nouvelles constructions et leur première expertise en vue de la fixation de leur valeur soumise à l'impôt foncier.

Le nombre et la qualité des maisons font l'objet du chapitre II, à partir d'un dépouillement très critique des documents cadastraux. Comptant 683 maisons en 1829, pour 3 000 habitants, Seraing connaît une hausse annuelle constante des nouvelles constructions jusqu'en 1876. De 1877 à 1919, la tendance est à la baisse — principalement dans les années de crise 1880-1890 et pendant la première guerre mondiale. Entre 1920 et 1961, la chute de la construction est rapide depuis la crise de 1930 jusqu'à la deuxième guerre. Elle est suivie d'un

mouvement de hausse, très fluctuante, de 1946 à 1961. Au total, on compte 12 660 maisons en 1961, pour 41 239 habitants (les maximum furent : 12 688 maisons pour 41 631 habitants en 1960 et 45 693 habitants pour 11 442 maisons en 1932).

En ce qui concerne la qualité des maisons, une méthodologie soignée de classement est proposée. Six catégories de valeur décroissantes ont été établies. Elles regroupent judicieusement les classes de revenus cadastraux en vigueur ou établies par l'auteur de 1830 à 1961 et elles font les ajustements monétaires requis. L'auteur s'intéresse évidemment le plus aux maisons des quatre dernières catégories qu'il a retenues et qui sont — depuis la loi du 10 juin 1928 — les maisons qui jouissent de l'exonération décennale accordée aux habitations modestes (revenu cadastral inférieur à 3 000 F en 1928, 12 000 F en 1961). Le lien qui unit revenu cadastral et exonération est la cause de certaines sous-évaluations depuis plus de trente ans et, surtout, peu avant la péréquation du revenu cadastral de 1961 (d'autant plus que la loi du 28 février 1962 exonère les immeubles quel que soit le nouveau revenu fixé après 1961, pourvu qu'ils aient déjà bénéficié de cet avantage auparavant). Ainsi, la troisième catégorie est celle des *maisons d'employés* ou d'ouvriers qualifiés (corridor, deux belles pièces en façade ou en profondeur, pratiquement toujours un étage); la quatrième catégorie est celle des *petites maisons ouvrières* (façade à rue, quatre pièces dont deux chambres à l'étage); la cinquième catégorie groupe les *maisons pauvres* (en impasse ou avec quatre petites pièces), la sixième rassemble les *maisons de misère* (en impasse ou avec moins de quatre pièces, construction provisoire ou improvisée, etc). L'auteur conclut que, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, la qualité des nouvelles maisons construites chaque année est fonction inverse de leur nombre, tout comme si les besoins en logement ne permettaient pas d'atteindre à la qualité. De 1877 à 1914, le tassement relatif de l'activité de la construction s'accompagne en général d'une diminution de la proportion des maisons des deux dernières catégories (5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>) au profit des petites maisons ouvrières (4<sup>e</sup>) et des maisons d'employés (3<sup>e</sup>). Au XX<sup>e</sup> siècle, la fin des deux guerres mondiales déterminent des afflux de construction pauvres (5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> catégories); ensuite une amélioration de la qualité apparaît — irrégulière après 1930, définitive après 1948 (dominante de maisons de 3<sup>e</sup> catégorie et même de 2<sup>e</sup> catégorie). L'élévation du niveau de vie et l'intervention des pouvoirs publics expliquent le recul définitif des maisons les plus médiocres après la deuxième guerre mondiale.

La démonstration est faite ensuite de ce que les besoins en logement dépendent essentiellement de facteurs démographiques et sont à la base de l'évolution du nombre des constructions. Il est démontré de même que ce sont les possibilités de financement, liées aux conditions économiques, qui sont à la base de l'évolution de la qualité des maisons.

Seraing passe de 3 000 habitants en 1829 à plus de 4 000 en 1837, 5 000 en 1841, 10 000 en 1846, 20 000 en 1861, 30 000 en 1883, 40 000 en 1905 et 45 000 en 1929, pour atteindre le maximum de 45 693 en 1932 et diminuer lentement jusqu'à 41 239 en 1961. On constate que, « même dans les années récentes, ce n'est jamais la construction de nouveaux logements qui a attiré la population », « c'est toujours le mouvement démographique qui précède »... « constamment de deux ans ». La façon dont se constitue la population est également déterminante. La croissance par solde naturel agrandit les familles, mais ne retentit pas

directement sur les besoins en quantités d'immeubles, ce qui fut le cas à Seraing de 1878 à 1914. On note le contraire pendant les périodes de croissance par solde migratoire — jusqu'en 1876 et après 1920, quand l'immigration joue à nouveau pour compenser la faible natalité et les départs. On observe aussi que le développement des petits ménages (jeunes foyers, personnes âgées célibataires) et le changement de mentalité qui les entraîne à vivre indépendamment les uns des autres, soutiennent la demande dans la construction malgré l'absence de dynamisme démographique réel. Le nombre de personnes par maison baisse donc : il y avait 4,7 habitants par maison en 1830, 7,8 en 1855, 4,7 en 1914, 3,5 en 1943 et 3,3 en 1961; par contre le nombre de ménages par maison s'accroît, encore qu'il faille tenir compte, depuis 1947, de l'influence des immeubles à appartements multiples.

Les conditions économiques de Seraing sont intimement liées à l'histoire des entreprises fondées sous le régime hollandais (et amorcées dès le régime français) : essentiellement Cockerill à partir de 1817, les cristalleries du Val-Saint-Lambert après 1826, quelques grandes concessions de houille à partir de 1827 et 1828 (en remplacement des petites *bures* préexistantes), quelques entreprises sidérurgiques plus tardives, partiellement situées à Seraing et aujourd'hui fusionnées avec Cockerill. Une longue analyse des salaires et des prix de détail fait ressortir, notamment, que, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire économique conditionne étroitement le rythme de la construction par le biais de l'appel de main-d'œuvre de la Société Cockerill.

En définitive, ce sont les possibilités salariales de cette firme qui sont une des explications des courbes d'évolution de la construction. Depuis le XX<sup>e</sup> siècle, ce sont les aides à la construction qui ont une signification (dommages de guerre, lutte contre les taudis, sociétés de crédit, Société nationale d'Habitations à bon marché entre les deux guerres, loi De Taeye du 29 mai 1948). En tout état de cause, l'auteur note que « la qualité des nouvelles maisons... ne s'améliore qu'aux moments où la hausse des rémunérations n'est pas absorbée par l'augmentation des prix en périodes de besoins accrus »; c'est le cas dans les périodes où la productivité par ouvrier hausse et où l'emploi plafonne, soit typiquement au XX<sup>e</sup> siècle.

La profession des constructeurs et des propriétaires est étudiée au chapitre III, après un exposé méthodologique précis et nécessaire portant sur les classifications à retenir lors du dépouillement professionnel. L'auteur constate qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, les ouvriers représentaient environ 50 % de l'activité de construction. Au XX<sup>e</sup> siècle, ils ont été relayés pour une bonne part par les sociétés de logements sociaux (52 % en 1920, 44 % après 1945). Les autres catégories socio-professionnelles ont un rôle proportionnel à leur importance numérique (en recul pour les indépendants :  $\pm 5$  % aujourd'hui; en développement pour les employés : 14 %) ou à leur capacité financière (pour les commerçants :  $\pm 5$  % après 1918 contre 15 % avant; pour les dirigeants : 7 % depuis 1945 contre 10 à 13 % avant 1914). Les sociétés capitalistes, industrielles ou minières, n'ont jamais eu qu'une part réduite et sans cesse décroissante dans l'édification des maisons (10 % jusqu'en 1856, environ 2 % en 1914-18); on ne peut pas parler de contrôle social.

La qualité des maisons construites varie nettement d'après les groupes socio-professionnels. La plupart de ceux-ci — sauf les ouvriers — construisent également pour la location avant 1918. Depuis 1946, les constructions d'habitations à bon marché sont le fait de la Société publique « La Maison Sérésienne »

(affiliée à la Société nationale du Logement) et le fait de la Société nationale de la Petite Propriété terrienne (aujourd'hui : Société nationale terrienne).

L'étude de la structure professionnelle des propriétaires de maisons est faite pour les années 1829, 1876, 1920 et 1961. La propriété des ouvriers diminue très lentement depuis 1876 ( $\pm 40\%$  des maisons), tandis que celle des employés s'accroît (de  $2\%$  en 1829 à  $16\%$  en 1961). « Les autres catégories sociales, tout en étant une minorité dans la population, ont toujours détenu environ la moitié des ressources ». Pour ces différentes catégories, les changements internes sont survenus au début et à la fin de la période étudiée (avant 1876 et en 1961). Parmi une foule d'autres observations, retenons encore que le nombre de propriétaires n'a cessé d'augmenter pendant la période sous rubrique et que le nombre moyen de maisons possédées par chacun d'eux a baissé (1,7 maison en 1829, 3 en 1876, 2,1 en 1920 et 1,5 en 1961); ce ne fut le contraire que dans le chef des sociétés de logement. Le tout traduit dès lors une réelle démocratisation depuis 1876. Et pourtant, « en 1876 et en 1920, plus de  $85\%$  des maisons des deux dernières catégories sont propriétés de personnes qui en possèdent plusieurs »; « en 1961 encore le même fait se vérifie pour plus de  $60\%$  des maisons de la dernière catégorie ».

Le chapitre IV, enfin, est consacré à l'analyse du paysage créé par l'habitat sérésien. Six étapes ont été retenues après 1830 : 1856, 1876, 1890, 1914, 1940 et 1961. L'influence des conditions topographiques contrastées est nette. La commune occupe, au Nord, la plaine alluviale de la Meuse (Fond de Seraing, Val-Saint-Lambert — à 67,50 m); elle s'étend aussi sur les replats de la vallée (Lize, La Bergerie) et sur le plateau boisé du Condroz ardennais, au Sud (Biens communaux, à plus de 200 m). Il en résulte que, après 1830, c'est le village du Fond de Seraing qui, d'abord, a été touché par le développement des usines et des voies de communication; Lize s'est étoffé ensuite et les nouvelles maisons ouvrières se sont aussi dispersées un peu partout à travers la commune et, notamment, sur les Biens communaux.

Photos et statistiques à l'appui, l'auteur montre comment, jusqu'en 1856, Seraing est un village qui s'industrialise et comment, en 1876, le stade de l'agglomération industrielle est atteint de façon anarchique; les efforts d'organisation ont suivi le développement des constructions au lieu de le prévoir. Il faudra attendre la veille de la première guerre mondiale pour que des mesures efficaces soient finalement prises pour éviter l'édification de logements malsains, notamment en impasse. Seraing n'atteindra cependant pas le stade de ville, mais bien celui d'un marché sous-régional et d'un centre social actif (ayant une activité culturelle non négligeable).

Il est intéressant de voir comment l'habitat a exploité les possibilités du milieu sérésien; cela exprime bien à la fois des capacités physiques et toute une psychologie de l'espace. Avant 1914, l'évolution peut être ramenée à un « phénomène de saturation de la vallée ». L'habitat se colle aux usines en expansion, bien que, à partir de 1890, le dynamisme glisse vers le sud. Les nouveaux constructeurs sont forcés de s'éloigner pour trouver de nouveaux terrains à bâtir et pour en trouver à meilleur compte. Dans un premier temps, ce sont les gens à petit revenu qui s'éloignent et il en résulte que la construction est de moins en moins riche au fur et à mesure qu'on s'élève sur le versant. Mais cela change ensuite : l'encerclement de l'habitat du Fond de Seraing par les usines et le dévelop-

pement des services publics et des moyens de transport vers le Sud en sont la cause. « Depuis 1920, ce renversement est complet : les meilleures maisons sont en majorité sur les hauteurs ». Le rythme de construction se développe à la Chatqueue et aux Biens communaux; il apparaîtra après 1945 à la Bergerie. Les Biens communaux sont le quartier aujourd'hui le mieux loti (proximité des bois du plateau, largeur du panorama, absence de fumées industrielles).

C'est dans ce chapitre IV et dernier que l'auteur s'attarde à l'étude de quelques traits architecturaux des maisons à Seraing. En 1830, la simplicité et la pauvreté des bâtisses sont très générales. Néanmoins, il existe quelques belles constructions en style mosan, où la pierre intervient pour beaucoup. En 1856, certaines nouvelles maisons ont encore un air villageois (avec annexes agricoles et W.C. extérieurs); elles ne se prêtent pas, par leur disposition, à leur intégration dans une rue urbanisée; la pierre se fait rare; les maisons en impasse apparaissent, l'impôt sur les fenêtres limite le nombre de celles-ci (et le froid la dimension). Jusqu'en 1876, c'est l'anarchie de la construction, allant de quelques maisons à la Haussmann jusqu'à la simple mesure, véritable dortoir des familles ouvrières. En 1888, apparaît le second grand règlement communal sur les bâtisses, après celui de 1851 (pièces de 2 m 60 de hauteur minimum, 14 m<sup>3</sup> par logeur dans les chambres à coucher, socles de pierre pour les murs à rue, etc). En 1902, le troisième règlement renforce les contraintes d'hygiène (par maison, minimum de deux « pièces » au rez-de-chaussée, une « place » à l'étage, une cave, un grenier et une cour, pièces d'au moins 10 m<sup>2</sup> chacune...). En 1909, un quatrième règlement coordonne tout ce qui précède (pièce de 3 m de hauteur minimum, minimum de surface pour les baies d'éclairage : hauteur des fenêtres égale à 2/3 de la hauteur des chambres, puis surface d'éclairage égale à 1/6 de la surface de plancher qu'elle dessert). Il résulte de tout cela un aménagement certain des catégories de logements les plus indigentes; l'élévation du niveau de vie pousse également à l'évolution. L'entre-deux-guerres est marqué par la construction des pavillons provisoires provenant du Fonds du Roi Albert (pour réfugiés, sinistrés ou sans logements).

Après 1946, les maisons de qualité, les villas et les immeubles en hauteur font leur apparition sur le dessus de Seraing, dans des lotissements bien ordonnés. Un nouveau règlement communal de 1955 reprend quelques règlements de 1920 et de 1938 et il en édicte d'autres (terrain à bâtir d'au moins 5 mètres de largeur à rue et 12 m de profondeur, trois pièces habitables minimum dont deux d'au moins 10 m<sup>2</sup>, hauteur sous plafond de 2,80 m au rez-de-chaussée et de 2,60 m aux étages,..., égouts, trottoirs, plantations d'arbres,...). Cela est symptomatique d'un nouveau mode de construire, influencé par les plus petites familles et le plus petit nombre de personnes par habitations.

En conclusion, l'auteur trace une solide synthèse de sa longue et patiente analyse des faits et de leur explication. Il s'interroge sur la valeur représentative de son travail et il esquisse une échelle de comparaison avec des communes voisines du bassin sidérurgique liégeois et d'autres régions industrielles belges : Seraing fut privilégié au XIX<sup>e</sup> siècle, en retard après 1920, au niveau moyen il y a peu.

Voilà, résumé, un travail touffu, riche, méthodologiquement éprouvé, excellentement charpenté en exposés clairs et en synthèses denses, bien illustré. Les annexes (75 pages) fournissent des séries statistiques sur l'indice des salaires à

Cockerill et sur l'indice des prix de détail, sur la main-d'œuvre sérésienne, sur les autorisations de bâtir, sur les constructions rangées par revenu cadastral, par quartiers, par catégories socio-professionnelles de constructeurs, par année; des informations sont également données sur le dépouillement mécanographique des enquêtes faites au Cadastre et le tout se clôt par des notes de bibliographie critique. Quatorze dépôts d'archives sont inventoriés, 25 cartes et plans de type différents sont signalés, près de 350 références bibliographiques sont fournies.

Après une telle étude, peut-on émettre le regret qu'il n'y ait pas eu une recherche systématique sur la typologie des constructions (volume, importance, plan, matériaux, implantation); elle aurait heureusement complété la classification que l'auteur base sur le seul revenu. Notons aussi que la carte de la page 222 dépare, hélas, la bonne facture des autres documents. Mais cela est bien peu de chose en face de la réussite de l'étude que le R.P. de Saint Moulin a voulu à la fois très sélective et, dans les domaines retenus, très approfondie.

Ch. CHRISTIANS

---

Guy QUADEN, *Parité pour l'agriculture et disparités entre agriculteurs. Essai critique sur la politique des revenus agricoles*. Collection scientifique de la Faculté de Droit de l'Université de Liège, 35, Liège-Amsterdam, 1973, 236 pages (avec une préface de Jean MARCHAL, Professeur à l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne).

L'ouvrage est la publication de la thèse en Science économique de l'auteur. Au fur et à mesure qu'elle se déroule, elle revêt « les allures d'un réquisitoire contre la politique agricole actuellement menée dans la Communauté européenne ». En lieu et place d'une politique des prix, l'auteur ne se rallie pas facilement à une politique des structures mais bien à celle d'un soutien sélectif des agriculteurs les plus mal nantis. Encore que cette politique doive s'harmoniser avec celle des transferts de main-d'œuvre vers les autres activités.

Sans se fonder sur des recherches originales et poussées en matière de données chiffrées, l'étude est bâtie à partir de l'analyse critique des faits et des tendances récentes de l'évolution de l'agriculture. Guy Quaden appuie principalement ses exposés sur les exemples de la France et de la Belgique, bien opposées dans leurs conditions agricoles fondamentales.

Dans une première partie, sont exposés les mécanismes des politiques agricoles et en particulier de la politique agricole commune. L'auteur constate que cette dernière coûte cher (avec les subventions cachées : 32 milliards de francs pour la Belgique — en 1969 — au lieu des 12 milliards officiellement comptabilisés). En même temps, le revenu moyen de l'agriculteur n'atteignait encore, en 1969-1972, que les trois quarts du revenu moyen des salariés dans l'ensemble des secteurs de l'économie. Les politiques de soutien de l'agriculture sont ainsi critiquées dans leurs formes actuelles et la disparité du revenu agricole est discutée parce que jugée surévaluée.

Dans une deuxième partie, l'analyse des classes sociales en agriculture et celle de la classification des exploitations agricoles conduisent au problème de la dispersion des revenus des agriculteurs (en Belgique, en 1970-71, 28 % des exploitations dépassaient le revenu de parité par unité de travail; dans 3,4 % des cas, on atteignait le double du revenu paritaire). Les écarts sont d'autant plus marqués que se développe une rente sur le capital d'exploitation, qui creuse les écarts : « ainsi, l'innovation ne crée-t-elle pas seulement un clivage entre les exploitants qui innoveront et ceux qui ne veulent pas ou ne peuvent pas innover, mais aboutit encore à un autre, qui sépare celui-là les exploitants qui innoveront avec profit et ceux pour qui l'innovation se solde finalement par l'aggravation d'une situation déjà précaire » (en raison du coût d'investissement et d'utilisation).

Dans la troisième partie de l'ouvrage, l'auteur analyse les retentissements des soutiens de la politique agricole sur les facteurs de production, qui se renchérissent dans la mesure où leur demande est soutenue et leur offre rigide. C'est typiquement le cas de la terre dans la période étudiée. La répartition des aides, très compliquée à suivre, renforce par ailleurs les rentes des exploitants les plus favorisés par le soutien généralisé des prix des produits établis sur base des petites exploitations agricoles. La transformation de l'agriculture, encouragée par la politique agricole, s'avère n'être ni la moins coûteuse ni la plus équitable : le suréquipement et le surendettement dus à l'imitation sont dénoncés dans les entreprises trop exiguës. L'influence électorale des agriculteurs, l'aspect sentimental sous lequel on envisage la « paysannerie », son insuffisante formation, les intérêts divergents des grands laboureurs et des petits éleveurs, sont autant de facteurs qui voilent la rationalité qui devrait présider aux interventions nationales et européennes en faveur de l'agriculture.

La conclusion majeure de l'auteur est donc la proposition d'une aide sélective aux personnes et non aux produits, dont les prix baisseraient — ce qui assainirait les marchés, réduirait les disparités, diminuerait les excédents, profiterait aux consommateurs (par le contrôle des prix de détail). La fixation du niveau de la baisse et la modification des rapports entre les multiples prix agricoles seraient délicates dans cette nouvelle perspective politique, à laquelle les gouvernements et les associations agricoles sont bien peu habitués. De l'avis de l'auteur, ce sont les prix des produits de grande culture qui devraient diminuer.

Le raisonnement économique conduit donc à des propositions qui bouleversent les politiques agricoles après en avoir logiquement démonté et critiqué les mécanismes. L'intérêt serait de savoir aussi comment fonctionneraient et combien coûteraient concrètement ces projets. Une telle concrétisation convaincrat peut-être les milieux concernés !

Ch. CHRISTIANS

J. Pierre HIERNAUX, *Culture et maîtrise du devenir en milieu rural. Quelques aspects d'une analyse culturelle réalisée au niveau des habitants de la vallée de l'Aisne* (sous la direction du Professeur J. Remy, Groupe de Sociologie urbaine et rurale, Louvain). Ministère de la Culture française. Direction générale des Arts et des Lettres. Documentation et enquêtes, n° 7, Bruxelles, 1972, 94 pages.

Avec des techniques inspirées de la socio-linguistique et des jeux de groupe, l'auteur, Monsieur J.P. Hiernaux, sociologue, a recherché les raisons pour lesquelles « certains milieux ruraux ne saisissaient pas toutes les possibilités de renouveau que leur permettaient les changements actuels ». L'étude se place donc dans « une perspective de développement ».

Après avoir défini la culture comme facteur de vie sociale, l'auteur analyse quelques notions fondamentales comme l'institution, « lieu spécifique des contraintes culturelles », et comme les codes, « unités d'observation et d'analyse » à partir desquelles le groupe juge les choses.

La région d'observation est la vallée de l'Aisne, à cheval sur la bordure forestière de l'Ardenne et la Famenne calcaire (le Condroz, pour l'auteur), à environ 60 km au Sud de Liège. Deux villages sont retenus : Odeigne (296 habitants, peu de mobilité, 67 % de population agricole) pour le « haut » ardennais, Wéris (688 habitants, forte mobilité, 39 % de population agricole) pour le « bas » condrusien; ce dernier est en général mieux partagé et nettement opposé au « haut », bien que ce soient deux milieux ruraux également éloignés des centres urbains de quelque importance.

Vingt-trois séances ont réuni, par petits groupes d'environ 5 participants, 48 personnes différentes (3 à 5 % de la population totale).

Le décodage des entretiens a d'abord intéressé l'espace. De l'avis des intervenants, la « région », c'est le village lui-même et une zone concentrique à faible rayon (de 10 à 15 km), associés devant « la menace extérieure »; elle englobe les villes (les bourgs) situées dans l'espace culturel propre — par opposition aux grandes villes extérieures. On comprend ainsi les migrations des villages vers les bourgs, si le migrant « inscrit son comportement dans la continuité de la culture qui lui est propre ». Par ailleurs, la dénomination à but touristique régional « Val de l'Aisne » n'a pas de contenu significatif pour les villageois, car cela est « surimposé » à leurs réalités. D'autres observations du même ordre font apparaître l'influence des communications sur l'attitude vis-à-vis de l'extérieur (polarisée sur Liège pour Wéris, diffuse et sans ordre pour Odeigne), l'importance des groupes d'âge (les vieux sont plus attachés à l'institution villageoise), l'ouverture des femmes au changement (en raison de leur rôle subordonné au village), l'hostilité des jeunes en attendant leur départ, le recours inéluctable aux pouvoirs extérieurs, le sentiment écrasant de la fatalité. L'auteur note aussi que la préférence est donnée aux bourgs pour y habiter et aux villes extérieures pour y travailler — avec le prestige dans l'emploi que cela confère.

Les décodages concernant le temps et l'action au village font apparaître de notables discordances entre « la valorisation affective du passé et l'effroi impuissant que suscite le futur » dans les groupes traditionnels. Le rôle central que ceux-ci attribuent à l'agriculteur dans l'image de l'institution du village est associé aux notions de liberté-foyer-vertus morales, avec ce que cela suppose

de bouleversements si l'agriculteur disparaît, comme c'est le cas. Pour les jeunes, le passé est au contraire « le temps des occasions perdues » : « il est trop tard » pour valoriser la région. Plus particulièrement, le tourisme apparaît comme un adjuvant illusoire non menaçant : « en premier lieu, le tourisme consiste à valoriser le groupement local au plan *moral* au travers de la reconnaissance de ses *richesses* par des groupes perçus comme porteurs de prestige ». Les seconds résidents, spécialement, sont comptés comme appoint de population. L'appréciation ne porte pas sur le plan des affaires. « Ce n'est pas une solution, mais on ne voit rien d'autre ». Les sentiments d'abandon, d'incompétence, d'absence de leader, dominant.

Les décodages intéressant la pratique sociale insistent notamment sur l'individualisme et l'esprit de clocher, sur la protection des situations acquises, sur le rôle éminent de l'âge et du sexe (« c'est aux hommes (âgés) à décider »), sur le refus du risque (il l'emporte sur la prévision). L'efficacité productiviste et l'économie n'ont pas de place en face de la réussite due aux vertus humaines et soumise aux impératifs biologiques de l'agriculture. Et « il faut être du village et y être présent pour avoir le droit de parler » en son nom. L'auteur donne aussi un écho de l'avis des tenants des « contre-codes » ou de la « cohorte perdue », groupes de jeunes ou de femmes sans responsabilités au village.

Ce sont donc des opinions le plus souvent bien connues dans nos milieux ruraux que l'auteur confirme en faisant référence au cadre de pensée et au vocabulaire de la sociologie. Retenons les conclusions qu'il en tire quant à l'incapacité des groupes d'appréhender valablement les situations « extérieures » au village. L'impossibilité d'une conscience « régionale » fait que toutes les stratégies deviennent « atomistiques », partielles à l'extrême. Les difficultés d'abstraire les données des problèmes et d'imaginer le futur, le rôle désintégrateur des jeunes, des femmes et des groupes non-agricoles, le blocage du groupe des agriculteurs (des « fermiers » comme dit erronément l'auteur), font apparaître une véritable « maladie institutionnelle ».

Le long cheminement de l'auteur n'est qu'une introduction à d'autres recherches; à partir de celles-ci pourraient s'élaborer des propositions d'aide aux intéressés pour les amener à mieux comprendre leur avenir et les situations dans lesquelles ils se trouvent. Le géographe en tirera profit, en passant outre au style souvent compliqué qui alourdit malencontreusement cet intéressant travail.

Ch. CHRISTIANS

---

Jacqueline BONNAMOUR, *Géographie rurale. Méthodes et perspectives*. Collection de géographie applicable sous la direction du Pr. Beaujeu-Garnier, Masson et Cie, Paris, 1973, 168 pages.

Les mises au point méthodologiques et épistémologiques se succèdent dans les divers domaines de la Géographie. Madame J. Bonnamour, professeur à l'Université de Paris I, dresse un tableau de la géographie rurale, entendue essentiellement comme une géographie agraire et agricole dans le cadre des recherches françaises. L'auteur s'excuse « d'un propos qui aurait exigé une réflexion plus

mûrie et une expérience plus élargie ». Mais le livre est bouillant de vie; il reflète la dure bataille de la recherche d'aujourd'hui; il est un témoignage.

C'est *le malaise de la géographie rurale* qui inquiète, dès l'abord, Madame Bonnamour : imprécision du vocabulaire et des concepts, accélération des mutations en cours et interdépendance sans cesse plus complexe des espaces et des mécanismes, insuffisance des comparabilités et des comparaisons entre les études et entre les faits étudiés. Certes, la géographie rurale est « plus persuadée que d'autres branches de la discipline, de la valeur irremplaçable de l'héritage », spécialement des grandes œuvres de la géographie régionale française. Mais les innovations s'imposent.

Il faut réagir aux emprunts faits à la terminologie des autres disciplines, à l'adoption d'expressions régionales, à « l'imprécision de l'analyse par respect de la réalité, par crainte d'une dissection qui tuerait la vie des choses ». Les efforts lexicologiques actuels n'ont malheureusement pas de pouvoir normatif et les hésitations entre le sens descriptif et le sens génétique des vocabulaires persistent encore. D'autre part, l'auteur insiste sur le fait que la géographie rurale n'étudie plus de petits mondes cloisonnés et stables, mais doit s'attarder aux changements dans le temps et l'espace; l'urbanisation est un des changements géographiques majeurs qui ne relève plus des seules études de la géographie urbaine. Les analyses régionales s'organisaient autour du thème qui était essentiel pour l'espace rural considéré; il est nécessaire aujourd'hui de trouver des indicateurs de situation valables et comparables pour des concertations interrégionales et internationales, spécialement au niveau de l'action.

Pour faire pièce à ces difficultés, l'auteur appelle de ses vœux *une méthode plus systématique en géographie rurale*. La tentation des procédés quantitatifs est grande, mais trop souvent illusoire, car on confond méthode et techniques. En premier lieu, l'étude des paysages ruraux doit s'allier à la recherche prioritaire des mécanismes fondamentaux qui président à l'organisation de la vie rurale, de la vie agricole (systèmes d'exploitation, groupes familiaux et sociaux, organisation spatiale). Ensuite, toute étude de géographie rurale ne se conçoit qu'avec une connaissance profonde du terrain assortie d'une systématisation des enquêtes sur place, qu'avec une utilisation dialectique de la cartographie, qu'avec l'utilisation concomitante des analyses à différentes échelles. L'ouverture des cellules rurales aux influences extérieures exige la difficile conjonction du « terrain » et « des différents niveaux où se prennent les décisions concernant l'espace rural ».

Madame Bonnamour discute *les voies d'une telle recherche : apports respectifs des physionomies, des typologies, des modèles*. Les descriptions spécifiques, bien conduites et finalisées, gardent pour elle toute leur utilité, qu'il s'agisse d'évocations — au sens du vécu — qu'il s'agisse de descriptions statistiques : cela correspond à une étape de la connaissance. Mais les typologies se révèlent essentielles pour la recherche comparative, pourvu qu'elles se fondent sur « une exacte définition de l'objet à étudier » et « sur une profonde connaissance des mécanismes étudiés ». Leur force réside dans la rigueur d'observation et de collectes des données et dans le choix cohérent de critères significatifs; la nécessaire distinction entre éléments et facteurs conduit aux explications. Les techniques des matrices ordonnables et des fichiers-images permettent leur mise au point satisfaisante. Les modèles tentent également l'auteur, que ce soit les modèles de référence, les modèles exploratoires ou les modèles conclusifs. Leur introduction

en géographie rurale n'est pas nouvelle et leur utilisation a souvent été implicite. Mais les modèles deviennent « effrayants » quand ils passent au langage mathématique abstrait. Par ailleurs ils simplifient la réalité ou ils n'en reflètent pas la logique de structuration. « En fait, dans le domaine qui nous préoccupe, peu de modèles ont été correctement construits tant les composantes sont complexes, peu le seront aussi longtemps que l'on confondra les mécanismes fondamentaux et le tissu des variables qui les conditionnent, que l'on ne disposera pas d'études systématiques de corrélations ».

La *place de la géographie rurale* est ensuite présentée, à la fois très attentive à l'économie, aux sciences sociales et au « milieu physique dont la maîtrise est précisément l'objet propre de sa réflexion ». Mais l'auteur regrette « combien de parties physiques sont inutilisables pour la compréhension des faits ruraux car elles restent moulées sur les préoccupations des spécialistes de géomorphologie ». L'auteur illustre aussi, exemples à l'appui, la nécessaire collaboration avec l'économie, les osmose avec les sciences sociales et les liens étroits avec l'histoire, tout en rappelant la spécificité des aspects spatiaux de la géographie.

*L'apport de la géographie à l'aménagement rural* constitue la dernière partie de l'ouvrage. « Toute étude sérieuse peut être applicable ». L'auteur démontre que le géographe a le sens des milieux et des équilibres et qu'il est formé pour identifier les héritages vivants et les caractéristiques des milieux nouveaux. « Le géographe ne saurait oublier la cohésion des espaces », de région à région, de campagne à ville. La recherche du découpage de l'espace rural est néanmoins obligatoire, car « on ne saurait concevoir aucun aménagement sans une définition des périmètres d'intervention », encore qu'il y ait « autant de découpages possibles que de problèmes posés » et que « tout découpage participe... de la mobilité de la vie ». L'auteur discute les découpages administratifs qui pèsent sur les actions d'aménagement; elle s'interroge sur les zones homogènes et les zones d'équilibre et sur les méthodes à utiliser pour ces découpages.

En fait, l'ouvrage se laisse difficilement résumer, tant il est chargé de notations et d'exemples concrets de recherches, ne négligeant pas les plus récentes expériences encore en cours. Parfois même, il faut bien connaître les problèmes français pour comprendre la richesse du texte. Il s'agit à coup sûr d'une somme précieuse de démonstrations qui appuyent les propositions de l'auteur. Une importante bibliographie d'environ 300 titres permet d'approfondir les exemples donnés et complète heureusement le livre. L'ouvrage n'apparaît donc pas comme un traité méthodologique théorique ou dogmatique. A ce titre, il constitue une excellente référence pour les jeunes chercheurs qui y trouveront le reflet de leurs préoccupations de travail. Le livre de Madame Bonnamour permettra aussi aux géographes plus chevronnés et aux non-géographes de découvrir une image franche de la géographie rurale, telle qu'elle se présente aux chercheurs français — avec ses interrogations et ses succès. Nous ne pouvons qu'en recommander très vivement la lecture. Quelques imprécisions dans le texte et quelques erreurs dans les références étrangères sont, sans doute, la rançon des délais de publication.

Ch. CHRISTIANS

Gérald GILBANK, *Introduction à la géographie générale de l'agriculture*. Collection Géographie, Masson, Paris, 1974, 255 p., y compris 47 cartes et plans (en deux couleurs).

Gérald Gilbank nous convie à parcourir l'énorme domaine de la géographie générale de l'agriculture en nous présentant, d'entrée de jeu, le premier des vingt chapitres qu'il a retenu pour son livre. Chacun d'entre eux est un petit ensemble indépendant, abordant les différentes facettes de la géographie agricole : notions de base, changements fondamentaux des situations actuelles, portraits régionaux chargés d'enseignements généraux.

Le chapitre 1 esquisse, à l'aide d'exemples locaux ou régionaux, la signification générale du paysage rural, son évolution actuelle — notamment en pays industrialisés — et ses principaux types (il s'agit alors des types de paysages *agraires*, si l'auteur avait respecté ses trois définitions initiales de « rural », « agraire » et « agricole »).

Le chapitre 2 aborde, avec l'appui d'exemples courts, les diverses facettes actuelles de la propriété et de l'exploitation du sol y compris les changements récents ou en cours : exemples de propriété collective, notions qualitatives de la « grande » et de la « petite » propriété individuelle, structure foncière et sociale de la propriété (cadastre), aspect juridique des exploitations (mode de faire-valoir, salariés agricoles), aspect spatial (superficie des exploitations, leur distribution à travers le monde, leur évolution), aspect technique (système et types d'exploitation). Notons que l'assise territoriale de l'exploitation est rangée dans les aspects techniques.

Le chapitre 3 concerne les conditions naturelles (climat, relief, sols, y compris quelques mots sur la pédologie).

Le chapitre 4 évoque les problèmes techniques, économiques et sociaux de l'agriculture développée, tandis que le chapitre 5 traite des réformes agraires, plus en détail et par grands types, essentiellement dans les pays en développement.

Le chapitre 6 et le chapitre 7 sont deux monographies concernant la France. La première des deux nous brosse le tableau de l'encadrement de l'agriculture française; elle se place donc dans une perspective nationale de l'organisation de la profession et de l'action du Ministère de l'Agriculture (créé en France en 1881). L'autre chapitre, le plus étoffé, fait une présentation du vignoble français, dûment justifiée par l'auteur et accompagnée d'une analyse des produits de la viticulture dans le monde

Avec le chapitre 8, nous revenons à un problème général, celui de l'urbanisation face à l'agriculture de banlieue et aux cultures spéciales (avec références, notamment, aux cas de Londres, de Paris, du Comtat et du Westland); l'auteur envisage également la destruction de l'espace agricole par la ville (avec référence au cas de la ville nouvelle de Trappes, près de Paris).

Onze chapitres, environ la moitié du livre, sont consacrés ensuite à des présentations monographiques de diverses agricultures — zonales, nationales ou régionales. Les points étudiés et le plan des exposés sont chaque fois différents, pour mieux s'adapter, sans doute, aux traits essentiels et originaux de chaque cas. Ainsi, sont présentés successivement : — les caractères généraux de l'agriculture des régions méditerranéennes, — l'agriculture italienne et sa régional-

sation, — deux exemples de l'agriculture de l'Europe du Nord-Ouest, les Pays-Bas et le Danemark, — deux exemples d'agriculture dans les Républiques populaires d'Europe orientale, la Pologne et la Yougoslavie, — l'agriculture des grands espaces, dans les pays neufs, — l'agriculture japonaise, — les conditions de l'agriculture dans les zones intertropicales, — les paysannats d'Afrique noire, — la riziculture en Asie tropicale, — la carte de l'agriculture brésilienne, — l'agriculture de plantation.

Le chapitre 20, le dernier, traite du commerce mondial des produits alimentaires et étudie plus en détail le commerce du blé, du thé, du café, du cacao et des oléagineux (le sucre n'est pas signalé).

Après chaque chapitre, quelques références bibliographiques de base sont fournies, ce qui donne un total de près de 150 titres.

Le livre est, en définitive, un véritable kaléidoscope. Il s'agit plutôt d'un ensemble de leçons que d'un enchaînement de chapitres s'épaulant mutuellement. Malgré le titre, on perçoit mal, à travers les exposés, une présentation de géographie générale des facteurs et des éléments en présence, pas plus qu'une synthèse structurée de leurs interrelations. La découverte se fait par touches successives selon les thèmes des chapitres ou à l'occasion des exemples donnés. Mais, les situations concrètes sont clairement exposées et ceci contrebalance cela. Le concret est sans doute la meilleure formation de départ pour l'étudiant du premier cycle, si toutefois ce volume lui est spécialement destiné (comme on peut en conclure par la comparaison avec les autres volumes de la collection, présentés sur les prospectus de parution comme appartenant à une collection « Premier cycle »). La présence de « Documents » en annexe du chapitre sur les réformes agraires et de « Thèmes d'étude » après les chapitres sur le vignoble français et sur l'agriculture dans les Républiques populaires d'Europe orientale, laisse à penser qu'il s'agit de bases d'exercices; la bibliographie, essentiellement d'origine française et choisie surtout au niveau des grandes collections et de quelques thèses d'état, peut indiquer aussi le souci de faire approfondir par l'étudiant les notions exposées parfois sommairement. Le meilleur travail de maturation sera certes, pour lui, de tenter la systématisation et l'ordonnement des principes généraux qui sous-tendent les faits exposés. La matière du livre le permet : elle est riche et enrichissante.

Un mot encore de la cartographie, simple ou simplifiée, et qui est présentée très agréablement en deux couleurs. Des erreurs, manifestement techniques, donnent l'impression d'une certaine hâte dans la confection des documents et de leur légende (par exemple, la carte du paysage rural de montagne — fig. 1 — ne renseigne dans la légende que les postes « Bois » et « Source » et elle ne porte pas d'indications du relief du sol, hors quelques cotes d'altitudes; les cartes italiennes — fig. n° 21 à 23 — ne comportent aucune inscription de points de repère comme les fig. 40 et 40bis, traitant des rizières au Cambodge, ou encore la carte 27; les échelles manquent pour les fig. n° 24, 41 ou 45; la localisation de l'exemple cartographique fait défaut — fig. n° 36 — ; la source utilisée est de seconde main et non scientifique — fig. n° 24 ou 21 —).

Les données chiffrées sont en général reprises dans le texte; quelques tableaux statistiques regroupés en annexe, par exemple, auraient pu être l'amorce, également, de thèmes d'étude.

Le livre de Gérard Gilbank est réellement une gageure. Présenter ainsi une introduction à la géographie générale de l'agriculture évite le ronron scolaire des manuels et des précis, souvent trop bien charpentés pour susciter l'interrogation. Les exposés condensés de l'auteur postulent une pédagogie active et maintiennent l'esprit en éveil. Il faut savoir gré à M. Gilbank d'avoir livré à notre réflexion l'ample moisson des faits et des situations dont il a pu avoir connaissance.

Ch. CHRISTIANS

---

*Travaux et Recherches du Laboratoire de géographie rurale de Lille, Cahier n° 1,*  
Institut de Géographie de l'Université de Lille, 1973, 94 + 7 pages.

Parmi les nombreux travaux des centres et laboratoires de géographie rurale, les cahiers lillois poursuivent trois buts essentiels : — « faire connaître les recherches fondamentales et régionales » des ruralistes de Lille, — « témoigner de l'existence d'une recherche universitaire de géographie rurale à Lille, notamment auprès des différents organismes administratifs et professionnels de la région », — « diffuser mises au point et travaux relatifs à l'agriculture et à l'aménagement rural de la région du Nord et des régions limitrophes (Belgique et Pays-Bas) ». Avec un numéro par an, les « Travaux et recherches » ont le projet de publier des articles méthodologiques et des études et compte-rendus ruraux.

Le cahier numéro 1 est « consacré pour l'essentiel au compte rendu des deux stages effectués sur le terrain par les étudiants de licence et de maîtrise de Lille pendant l'année universitaire 1972-1973 ». Le professeur Pierre Flatrès présente ces stages d'initiation et en dit tout l'intérêt, ce dont nous sommes convaincus après plus de vingt années de « camps des géographes liégeois », inaugurés à Ochamps en 1951 par le professeur J.A. Sporck, sous la direction de feu le professeur O. Tulippe dont il était alors l'assistant.

Le stage de Maubeuge (7 jours en 1972) a permis d'étudier l'agriculture périurbaine dans deux cas concrets : les communes de Mairieux et de Limont-Fontaine. Le stage de Bretagne s'est intéressé à la commune de Caurel. Relevons, parmi d'autres sujets, les très intéressants plans détaillés des rotations par parcelle et une cartographie des sites en bordure du lac de Guerlédan (à Caurel), sur le modèle typologique de l'Inventaire des Terres du Canada (ressources récréatives) — plus particulièrement celui réalisé pour certains lacs par la province de l'Ontario (Ontario Land Inventory).

Le cahier s'achève par une liste des sept membres du laboratoire de géographie rurale de l'Université de Lille, dirigé par J.P. Angrand; la liste de leurs publications, l'exposé de leurs thèmes de recherche et le titre de leurs thèses permettent de préciser l'orientation des chercheurs lillois en la matière (urbanisation des campagnes, agriculture péri-urbaine, tourisme rural, protection des monuments et sites, problèmes de l'eau, forêts frontalières, remembrement rural, maraîchage, cartographie détaillée de l'utilisation des terres).

Ch. CHRISTIANS

CENTRE DE RECHERCHES SUR L'ÉVOLUTION DE LA VIE RURALE, *Exemples de sociétés rurales européennes en transformation*. Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université de Caen, Publications du Centre de recherches sur l'évolution de la vie rurale, 1-1971, 374 pages.

Le professeur P. Brunet, en avant-propos, présente ce premier volume des travaux du Centre de recherche sur l'évolution de la vie rurale dans les zones tempérées. Ce centre a été créé à l'Université de Caen en 1968, grâce à l'aide du Ministère de l'Éducation nationale. Le caractère profondément rural de la Basse-Normandie et la présence d'un groupe de chercheurs de disciplines diverses — géographie, histoire, dialectologie, démographie — expliquent son origine. La variété d'évolution des campagnes, partout rapide, appelle l'attention, que ce soit à cause des nouvelles activités non agricoles qui y naissent, que ce soit à cause de leur disponibilité pour la récréation, que ce soit à cause de leur nouvelle agriculture.

La première contribution, celle de Josette Blondel, porte sur la structure et la répartition de la propriété dans le bocage bas-normand. Celle de Jean-Pierre Bidault étudie l'agriculture sur le plateau de Saint-André de l'Eure, domaine de la grande exploitation céréalière et curieux *openfield* normand. Gérard Granier s'intéresse à une enclave rurale dans le Randstad Holland : le Westland, véritable jardin de l'Europe (*Eurotuin*) d'environ 3800 ha. Michel Sieper analyse les migrations alternantes et les centres d'attraction au Tyrol autrichien. Enfin, Robert Herin porte son attention sur les populations rurales du Campo de Cartagena, près de Murcie en Espagne.

Ce sont donc cinq études de cas, traitées par les méthodes traditionnelles, qui nous sont proposées. Elles ne font aucune référence explicite à des principes géographiques généraux et elle ne se présentent pas comme des contributions dûment articulées sur les solutions à proposer pour résoudre des problèmes de géographie générale. Par contre elles constituent d'excellents matériaux de base pour l'analyse des mécanismes évolutifs de l'agriculture. Bien illustrées par des photographies et par une soixantaine de cartes et graphiques, ces monographies laissent bien augurer de la suite des travaux du Centre, qui sont attendus avec le plus grand intérêt.

Ch. CHRISTIANS

---

Anne BARY-LENGER, René EVRARD, Pierre GATHY, *La Forêt*. Vaillant-Carmanne, Liège, 590 p., 175 dessins et 125 photogr.

Cet ouvrage collectif comble une lacune pour tous ceux qui s'intéressent à la forêt et qui recherchent, en langue française, à la fois les principes scientifiques de base et les directives pratiques nécessaires pour l'exercice de la foresterie. Les voici réunis en un seul volume, présenté par le professeur Marc Boudru. Comme il le dit, le livre est « le reflet de doctrines de l'École forestière de la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux mais plus particulièrement de l'expérience acquise par les auteurs en vingt ans », tous trois étant ingénieurs

des Eaux et Forêts et anciens élèves de Gembloux. Madame A. Bary-Lenger, professeur à l'Institut provincial agricole, forestier et papetier de La Reid (Province de Liège) est plus spécialisée dans les questions de gestion forestière privée; R. Evrard, professeur à l'Institut provincial agricole du Hainaut à Ath, est expert en populiculture; Pierre Gathy, en outre licencié en sciences botaniques, conservateur du Domaine de l'Université de Liège au Sart-Tilman et Maître de Conférences à cette Université, est principalement tourné vers la gestion forestière à fins multiples, productive, récréationnelle et conservatoire.

Après une introduction sur la forêt dans le monde et spécialement en Belgique et en France, le milieu forestier est passé en revue : le climat (éléments, classification, répartition en Belgique), le sol (y compris un aperçu de géographie forestière de la Belgique sur base géologique), le végétal ligneux et des notions de sociologie végétale et d'écosystème.

La deuxième partie présente les essences forestières (dendrologie, principales essences de Belgique et du Nord de la France); la troisième partie est consacrée à la forêt (sylviculture, aménagement des forêts, protection contre l'incendie et autres dangers); la quatrième partie traite de la ligniculture (populiculture et autres cultures intensives); la cinquième partie aborde les problèmes de la pépinière forestière.

Les trois dernières parties sont consacrées à la gestion et à l'exploitation forestières (notamment estimation et vente des bois), à la technologie et à l'utilisation du bois, à la place de la forêt dans la société moderne et l'environnement.

Une importante bibliographie et un index alphabétique des termes spécialisés utilisés dans l'ouvrage complètent le volume. Une abondante illustration l'enrichit encore.

Cet excellent manuel ne se veut pas être une somme de mises au point scientifiques, mais une « contribution aux efforts de vulgarisation »; il met les résultats acquis au service de la pratique en des termes clairs. En ce qui regarde les géographes et les aménageurs, il leur permet de prendre une connaissance préalable et aisée de la complexité des problèmes internes de la production forestière avant de les intégrer dans un contexte plus général.

Ch. CHRISTIANS

---

John van WATERSCHOOT et autres, *La Belgique économiquement régionalisée.*

Carte murale à l'échelle de 1 : 200.000, format 120 × 160 cm (+ Commentaire, 8 pages), Institut cartographique Cremers, Bruxelles, 1972.

La carte est signée par J. van Waterschoot, professeur à l'Université catholique de Louvain (il faudrait préciser : à la Katholieke Universiteit te Leuven, Faculté des Sciences économiques et sociales), avec la collaboration de R. Donckels, licencié en sciences économiques et mathématiques et de A. Desmet, rédacteur à l'Institut cartographique européen à Bruxelles, sous la direction de H. Plaizier.

Dépourvu de qualités de présentation et pauvre en données, ce document est décevant. Voulant visualiser la structure régionale de l'économie belge en

1970, les auteurs la réduit à la représentation des aires de compétence institutionnelle des Conseils économiques régionaux, à la répartition par commune du nombre absolu des ouvriers et employés du secteur secondaire, à l'indication, par une figurine proportionnelle à l'emploi, de la ou des catégories d'activités principales, et à la cartographie exacte de l'extension des zonings industriels (faisant l'objet d'aides gouvernementales ?). La construction, le secteur tertiaire et le secteur primaire ne figurent pas sur la carte et, seule, l'agriculture fait l'objet d'un carton à l'échelle de 1 : 500.000 (il s'agit alors de la reproduction de la carte des régions agricoles du Ministère de l'Agriculture, sans aucune référence à l'emploi ou aux systèmes de production). L'infrastructure est réduite aux tracés des autoroutes et routes principales (nationales ?) et aux chemins de fer (principaux également, bien que la légende ne le mentionne pas). Des cours d'eau ont été omis alors qu'ils constituent des éléments importants de repérage ou d'explication (la Haine, la Vesdre, etc.). Les signes figurant les trafics des ports (maritimes) sont laissés sans explication à la légende. Des zones de « terre non cultivable » sont portées sur le carton de l'agriculture, alors qu'il s'agit des espaces principalement urbanisés ou industrialisés où l'agriculture — qui peut exister — n'est pas prioritaire (ce sont les zones « à vocation non agricole », selon les degrés de priorités de sauvegarde des zones agricoles, fixées par le Ministère de l'Agriculture, repérées par la Société nationale terrienne et figurant sur le document des « zones agricoles », publié par l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, Survey National, t. II de l'Atlas, n° 11, 1969, à l'échelle de 1 : 300.000). Les communes « industrielles » sont arbitrairement définies comme celles ayant au moins 500 personnes travaillant sur leur territoire (dans l'industrie, construction exclue).

Le « commentaire et justification » n'échappe pas non plus à des critiques sévères sur le fond. Ainsi, on ne saisit pas pourquoi la technique de représentation de l'emploi industriel n'est pas utilisable pour l'agriculture (5<sup>e</sup> page, par. 2), alors que la main-d'œuvre dans l'agriculture est donnée chaque année aux Recensements du 15 mai. L'activité de la construction aurait pu être évaluée en combinant les nombres de travailleurs de la branche, repris à un siège où ils n'exercent que rarement leur activité, et d'autres indicateurs (comme le nombre de nouvelles constructions, les travaux publics, etc.) (8<sup>e</sup> page, par. 5). D'autre part, les notes sur le secteur tertiaire (8<sup>e</sup> page) mélangent les notions de « tertiaire » et d'« indépendants et aidants » et ne justifient pas l'absence d'une répartition par arrondissements. Signalons encore la confusion concernant les zones de « terre non cultivable » du carton traitant de l'agriculture, présentées dans le commentaire comme correspondant à « quelques informations concernant le degré d'urbanisation des différentes régions » (?). Enfin, les aires d'application des différents plans de *secteurs* d'aménagement du territoire sont présentées comme étant les 48 *régions* d'urbanisme et d'aménagement du territoire (6<sup>e</sup> page).

La facture de la carte fait preuve du même laxisme. La superposition des signes rend souvent la lecture difficile. La position des zonings industriels, qui se veut exacte, est décalée par rapport aux infrastructures. La localisation des figurines des activités industrielles est quelconque sur les territoires communaux, alors que leur dimension aurait permis plus de précision (ainsi, les industries sidérurgiques et métallurgiques de la région liégeoise seraient plutôt situées en contrehaut des vallées de la Meuse et de la Vesdre, si l'on se fiait à la carte...).

Par contre, il faut se féliciter de ce que le fond de carte donne le nouveau découpage communal existant en 1970 et à l'échelle de 1/200.000, échelle qui fait défaut à l'Institut géographique militaire. C'est une bien maigre consolation pour une mauvaise carte, présentée, lors de son lancement, comme un « travail scientifique original »... « qu'on attendait » (Revue belge de cartographie, février 1972, publiée par l'éditeur de la carte).

Ch. CHRISTIANS

---

Nicole DELRUELLE et Marie-Laure ROGGEMANS, *La grande ville. Rapports sociaux et attractivité du centre-ville. L'agglomération bruxelloise. Approche géographique et sociologique*. Institut de Sociologie fondé par E. Solvay, Collection du Centre de Sociologie générale et de Méthodologie, t. 3, Editions de l'Université de Bruxelles, 1974, 176 p.

Cet ouvrage est le troisième cahier d'une série consacrée à l'étude du phénomène urbain bruxellois (1). Il regroupe deux travaux dus à deux spécialistes en sciences sociales. Le premier, celui de Marie-Laure Roggemans, envisage les rapports sociaux et les types de sociabilité dans une grande ville; le second, celui de Nicole Delruelle, traite des relations des habitants urbains avec le centre ville. Les deux analyses reposent sur une même démarche : l'interview d'un échantillon de la population, population de la commune d'Anderlecht dans le premier cas, celle de 28 communes périphériques de l'agglomération bruxelloise dans le second.

Au départ de l'idée qu'à la structuration objective de l'espace urbain — division spatiale née de la spécialisation urbaine — correspond une structuration subjective de l'espace, Marie-Laure Roggemans étudie successivement trois thèmes : l'attachement au lieu de résidence, la représentation subjective du quartier et l'identification de la commune et, enfin, les relations de voisinage et de quartier. Dans ce but, la commune d'Anderlecht a été divisée en 13 unités d'habitation et la population interrogée (au total 918 personnes) caractérisée par une série de variables explicatives. Les enquêtes ont consisté en des interviews standardisées comprenant outre des questions d'un genre classique, des formes d'interrogation plus nouvelles. On a, par exemple, demandé aux interviewés d'identifier 5 photographies prises dans la commune. De ce travail, riche en renseignements, il résulte qu'il existe une profonde intégration au lieu de résidence et à l'environnement. L'homme de la ville n'est donc pas cet homme isolé, impliqué dans un réseau de relations impersonnelles et se réfugiant dans l'intimité du foyer.

La deuxième enquête repose sur l'hypothèse qu'il existe deux types de banlieusards, l'un tourné vers son environnement immédiat et/ou son quartier et l'autre tourné vers le centre-ville et peu lié à son environnement immédiat.

---

(1) Les deux ouvrages précédents de cette même collection sont : Marie-Laure ROGGEMANS, *La ville est un système social*, 1971, et Bernard JOURET, *Définition spatiale du phénomène urbain bruxellois*, 1972.

L'auteur y analyse l'intégration au lieu de résidence et au centre-ville à deux niveaux : celui des comportements (en matière d'achats et de loisirs) et celui des opinions et des attitudes (en envisageant plus spécialement la représentation et les attitudes vis-à-vis du centre-ville). Grâce aux réponses fournies par 2 269 personnes, Nicole Delruelle montre que l'intégration des banlieusards est plus complexe que les types initialement prévisibles et qu'une nouvelle forme d'intégration se met en place, celle de l'attachement à la fois au lieu de résidence et au centre-ville (2).

Les deux études contribuent sans conteste à affiner la connaissance des aspects sociaux d'une grande ville. C'est à ce titre qu'elles intéressent les géographes préoccupés par les problèmes urbains, en particulier par les aspects psychosociologiques de la ville, domaine d'investigation rencontrant actuellement un succès croissant.

B. MÉRENNE-SCHOUMAKER

---

P. GEORGE, *L'ère des techniques, constructions ou destructions ?* Coll. SUP, Le Géographe, n° 14, P.U.F., Paris, 1974, 174 p.

Au moment où un nombre croissant d'individus s'interrogent sur l'avenir de la civilisation actuelle, l'ouvrage de P. George est d'une actualité brûlante. L'auteur analyse en effet les conséquences de la croissance, la protection de l'espace, l'évolution de l'humanité, etc. Mais, pour les géographes, l'intérêt du livre est plus grand encore, car P. George leur montre que leur discipline peut servir de base à « une action destinée à ce que la Terre demeure une planète vivante, habitable par les hommes ».

L'ouvrage comprend deux parties. La première traite de l'emprise de la technique sur l'espace et la seconde envisage la protection de l'espace, la conservation de l'œkoumène et la crise des années 1970.

Dans l'analyse de l'emprise de la technique sur l'espace, l'auteur aborde successivement : les transformations du paysage rural, l'emprise de l'industrie, l'impact des transports et le conditionnement technique de la vie urbaine. Pour chacun des points, la démarche est sensiblement la même : souligner les faits directement observables en illustrant chacun d'eux par plusieurs exemples et en tentant de mesurer leur importance. A ce propos, une des qualités majeures de l'exposé est d'offrir au lecteur de nombreux cas précis en provenance des différentes parties du monde, de régimes politiques et économiques différents.

---

(2) Voir à ce sujet les remarques formulées au début de l'article publié dans ce numéro du *Bulletin de la Société géographique de Liège* : B. MÉRENNE-SCHOUMAKER, avec la collaboration de A. TROISFONTAINE, D. VANDERSCHRAEGE, M.C. VREVEN et C. WILDIERS, *La perception du centre-ville : le cas de Liège*, pp. 135-151.

Comme on pouvait s'y attendre, le bilan des effets volontaires et involontaires de la projection des techniques sur l'espace montre « un espace planétaire menacé dans son contenu et dans sa qualité par les formes actuelles de croissance des économies industrielles ». Dans ces conditions, une révision profonde s'impose, ce qui implique un changement de la manière de vivre, de la conception même de la civilisation. Des voies de changement sont présentées dans la deuxième partie du livre où l'auteur s'attache à rechercher, au départ d'expériences déjà réalisées, de nouvelles formes d'organisation de l'espace.

L'ouvrage de P. George se présente donc comme un instrument de réflexion et de travail, abordant les grands problèmes actuels, indispensable à tout géographe conscient de l'apport de sa discipline à la construction du monde de demain.

B. MÉRENNE-SCHOUMAKER

---

